

Billets effeuillés

Ces *Billets* de décembre, achevés avant le Sommet franco-africain du Louvre, ont un format allégé. Avec *Agir ici, Survie* s'est mobilisée pour donner à voir, à lire, à entendre autre chose que l'apparat et les discours officiels, étouffants. Les deux associations proposent à la presse la rencontre d'autres voix africaines que celles de dirigeants souvent peu légitimes. Par une campagne de cartes postales, elles suscitent une interpellation des autorités françaises, sur le thème *Sécurité au Sommet, insécurité à la base* (cf. notre éditorial du n° 64).

Enfin, elles ont rédigé et publié sous cet intitulé, le 26 novembre chez L'Harmattan, un douzième *Dossier noir de la politique africaine de la France*. Le plus étoffé : 255 pages ! (cf. p.4). Ceux qui seraient "en manque" de lecture ont donc de quoi se rassasier. Et pas seulement ceux-là : à tous ceux que cela intéresse, l'ouvrage expose comment la Françafrique entretient un système militaro-barbouzard de contrainte et d'ingérence, échappant à tout contrôle. Un facteur majeur d'insécurité pour l'Afrique.

SALVES

Chirac-Eyadema

Tout le monde l'admet (Union européenne en tête), et même Jacques Chirac n'a pas le culot de le démentir : lors du scrutin présidentiel de juin 1998, le général Eyadema a été rejeté par les électeurs togolais. Ils lui ont préféré Gilchrist Olympio, le fils du président assassiné 35 ans plus tôt par Eyadema (cf. *Billets* n° 60).

En invitant le général Eyadema au Sommet du Louvre, Jacques Chirac illustre parfaitement le respect qu'il porte aux peuples d'Afrique. Et à la démocratie dès lors qu'il se croit en zone d'impunité.

Car, malheureusement, ce qui depuis un quart de siècle lie Jacques Chirac à la dictature pillarde d'Eyadema est beaucoup plus pesant que ce qui les divise.

Essentiel

On le répète : en Afrique, Lionel Jospin est coincé dans le triangle des trois E : Élysée, Elf, État-major ; Faute de mobiliser l'énergie nécessaire pour en sortir, il s'y installe, fût-ce à contrecœur. Et le Parti socialiste se met à jouer les vestales de cette position de repli.

Le 25 novembre, les Verts organisent une manifestation contre les présupposés du Sommet du Louvre. Chargé des relations internationales au PS, Pierre Guidoni leur écrit : « *En toute hypothèse, manifester aujourd'hui contre le sommet franco-africain prend un sens, qui n'échappera à personne, de désaveu de l'action du gouvernement sur une question essentielle* ».

Si le gouvernement s'attaque si peu aux déficiences criminelles de la relation franco-africaine, c'était, croyait-on, parce que pour lui la question n'est pas « *essentielle* ». Mais si le sommet franco-africain - un *show* néocolonial imaginé par Giscard, enflé par Mitterrand et Chirac - exprime le « *sens* » de « *l'action du gouvernement sur une question essentielle* », il faudrait diagnostiquer une contamination précoce de ce gouvernement par le syndrome françafricain. Pierre Guidoni, ancien chevènementiste, reflète-t-il vraiment le point de vue de Matignon ?

On reste abasourdi, en effet, par le triomphe que le Mouvement des citoyens (les amis de Jean-Pierre Chevènement) a réservé à Charles Pasqua le 18 novembre. Certes, c'est le héraut anti-maastrichtien qui fut ovationné, et sa diatribe contre un nouvel « *abandon de souveraineté* » de la France. Mais c'est le même personnage qui, par les ingérences de son réseau, ne cesse de bafouer la souveraineté des peuples africains. La fierté républicaine, chère aux chevènementistes, ne serait plus valable outre-Méditerranée ?

L'exigence de justice et de réciprocité apparaissait comme une valeur essentielle de la majorité plurielle, commune à toutes ses composantes et massivement souscrite par son électorat. La « *question essentielle* » de la conservation du pouvoir, jusque dans la solidarité avec un passé indéfendable, prendrait-elle déjà le pas sur cette valeur ?

Bon sens

Cent ans après l'affaire Dreyfus, Lionel Jospin montre qu'il peut aussi affronter un certain intégrisme militaire, et civiliser la conception de l'honneur. Réintégrer dans la mémoire de la nation les fusillés de 1917, las d'une boucherie stupide commandée par un général incompetent, n'est pas seulement une œuvre de justice. C'est aussi un bon calcul électoral : une générosité incontestable dévalue, "ringardise" les tenants d'un ordre impitoyable.

En contraste, la crispation du même Jospin sur l'affaire des sans-papiers s'avère, quoi qu'il en pense, un mauvais calcul électoral. Il ne lui est pas demandé d'ouvrir les frontières, mais d'ordonner à l'administration un traitement humain des dossiers de quelques milliers de personnes, présentes en France depuis plusieurs années, qui veulent y rester et qui, de toute façon, y resteront. Même Pasqua l'a compris. Se faire piquer des voix par lui sur ce terrain-là, est-ce bien raisonnable ?

Fin d'assaut contre Bissau ?

Début juin, un corps expéditionnaire sénégalais-français (et quelques troupes de Conakry) était parti à l'abordage de la Guinée-Bissau. Au secours d'un ami commun, le président Vieira, renversé par le général Mané avec l'assentiment de la majorité de la population¹. Le public français n'a évidemment rien su de cette nouvelle guerre secrète de l'Élysée - qui a mis le pays à feu et à sang.

Dans la nuit du 1^{er} au 2 novembre, un accord de paix a été signé entre Nino Vieira et Ansumane Mané, prévoyant le retrait de toutes les forces étrangères, le déploiement d'une force d'interposition à la frontière avec le Sénégal, et un gouvernement d'union nationale. Entre-temps, la mise en place d'un couloir humanitaire devrait permettre de secourir 350 000 personnes déplacées, très démunies.

Cette paix s'est conclue sous les auspices du Nigeria, heureusement débarrassé de son dictateur Sani Abacha. Survivra-t-elle aux ambitions des militaires sénégalais, qui veulent prendre en étau les indépendantistes casamançais², et aux calculs de leurs "conseillers" français ?

1. Cf. Agir ici et Survie, *Sécurité au Sommet, insécurité à la base*, L'Harmattan, 1998, p. 113-120.

2. Province méridionale du Sénégal, la Casamance marque la frontière nord de la Guinée-Bissau.

Communicante

Paul Quilès a pris toutes les précautions nécessaires pour "vendre" le rapport de la **mission** d'information parlementaire sur le **Rwanda**, qu'il préside. Au cas où le contenu ne serait pas en lui-même totalement convaincant...

Il a recruté une attachée de presse, Catherine Laroque, aux remarquables références. Elle a, au préalable, "vendu" les idées de Bernard Tapie et de Michel Charasse, ex-conseiller spécial de François Mitterrand (*La Lettre du Continent*, 24/09/1998). Deux hommes qui, comme chacun sait, ont beaucoup sacrifié à la vérité.

Mineur de fond(s)

Président de l'entreprise de construction SAE International, **Michel Roussin** a un curriculum vitae en béton armé : ancien ponte de la DGSE, directeur de cabinet et grand argentier de Jacques Chirac en son fief de la mairie de Paris, ministre de la Coopération branché, président du Comité Afrique du patronat français, accessoirement affilié à la Grande loge nationale de France (GLNF) comme une partie du village franco-africain.

Il était donc prédestiné à devenir administrateur de la Comilog, avec la perspective d'y remplacer le président Claude Villain, ami de 30 ans de Jacques Chirac (*La Lettre du Continent*, 24/09/1998). L'objet affiché de la Comilog est en soi déjà très riche : l'exploitation des mines gabonaises de manganèse. Elle est aussi au cœur du réacteur franco-gabonais, saturé de secrets d'État : c'est cette société que, curieusement, l'on chargea d'élargir son savoir-faire sécuritaire à l'uranium de Franceville. Quitte à y "perdre" beaucoup d'argent¹ : un "trou" inexplicable de 400 millions de FF a été constaté en 1995. Au détriment de la Caisse française de développement, et donc du contribuable français. En tant qu'ancien ministre tuteur de cette Caisse (1993-94), Michel Roussin est sans doute "au parfum" de cette aide précieuse au développement du Gabon.

1. Cf. François-Xavier Verschave, *La Françafrique*, Stock, 1998, p. 135 ; *La note du manganèse*, in *La Lettre du Continent* du 08/06/1995 ; *Les milliards perdus du banquier de l'Afrique*, in *Capital*, 11/1997.

Allergies

Comment se fait-il que le **Gabon** reste allergique à tant de sollicitude ? En termes de santé publique, il est plus mal classé que certains des pays les plus pauvres de la planète : on n'y compte que 19 médecins pour 100 000 habitants, l'espérance de vie n'est que de 54 ans, seulement 54 % des enfants sont vaccinés contre la tuberculose et 38 % contre la rougeole (au lieu de 90 % et 79 % en moyenne dans les pays en développement)¹. Cette couverture vaccinale compte parmi les plus faibles du monde. Un enfant sur sept meurt avant l'âge de cinq ans. Quant à la politique d'éducation, elle a laissé analphabètes plus d'un tiers des adultes. Le classement du Gabon à l'Indicateur du développement humain (IDH) le fait reculer de 26 places par rapport à un classement seulement basé sur le revenu par habitant².

Tiens ? Les Gabonais semblent de plus en plus allergiques à Bongo. Celui-ci est désormais assuré de perdre le scrutin présidentiel du 6 décembre, sauf à le "corriger" massivement (avec l'aide d'experts français, comme d'habitude ?). Deux dinosaures "corrigés" par les urnes (Eyadema et Bongo) ? De quoi déclencher une panique des hiérarques à *Françafric Park* !

1. Dernières statistiques connues (*Rapport mondial sur le développement humain 1998* du PNUD).

2. Le président Bongo, comme toute la Françafrique dont l'IDH mesure la gestion ruineuse, déteste cet indice établi depuis 1991 par le Programme des Nations Unies pour le développement. En 1995, dans son discours d'ouverture au Sommet francophone de Cotonou, il a suggéré que la Francophonie fabrique son propre indice du développement (*La Lettre du Continent*, 14/12/1995). Outre le PIB par habitant, l'IDH intègre l'effort d'éducation et l'espérance de vie - qui ne sont pas vraiment des priorités des gouvernements "aidés" et protégés par la France.

Si l'on agrégeait dans un Indice de jouissance française (IJF) une mesure de l'évasion des capitaux, la concentration des lieux de naissance des membres de la garde présidentielle, et l'inverse du taux d'imposition réel des plus grosses fortunes, nul doute que le Gabon ou le Togo prendraient la tête du peloton.

Une (modeste) contribution de *Billets* à l'ordre du jour du Sommet du Louvre.

Truquage (suite)

De Bangui (**Centrafrique**) nous parviennent des informations sur le vaste truquage en préparation des élections législatives du 22 novembre¹. Comme d'habitude, l'armée française est aux premières loges de la logistique du scrutin. La "Grande muette" se taira-t-elle, comme d'habitude, sur le déni de démocratie que son action aura permis, au nom du peuple français ?

1. Cf. aussi *Des élections "minées"*, in *La Lettre du continent* du 05/11/1998.

Rumeurs de paix

La guerre fait rage au **Congo-Kinshasa**. Comme nous le pressentions, Kabila n'a pas profité d'une éclaircie de popularité, chèrement acquise (une propagande xénophobe), pour élargir la base de son pouvoir. Il a écarté au contraire l'un des ministres les plus respectés, le Docteur Sondji, qui déplorait que le projet de Constitution n'ait pas été soumis au Conseil des ministres. Lequel n'a plus été réuni depuis quatre mois (*Le Soir*, 18/11/1998).

Ce qui est sûr, c'est que cette nouvelle guerre du Congo, civile et étrangère, ne mène qu'à des situations intenable. Maintenant que les forces ont pu se mesurer, établissant un relatif équilibre, les "faiseurs de paix", Mandela en tête, ont pu reprendre leurs médiations. Il se murmure même que la France en serait. Si elle réussissait, nous applaudirions bien volontiers au miracle !

Libérez Yorongar !

L'intrépide député qui osa révéler les dessous du contrat pétrolier "promis" à son pays, le Tchad, et surtout au président Déby, croupit depuis 5 mois en prison. « *Bien fait !* », pensent nombre de décideurs français, horripilés par ce gêneur. Mais, catalysant le soutien d'ONG du monde entier, il finit par être plus gênant interné que libre. Aussi se cherche-t-il un scénario de confirmation de sa peine, puis de grâce présidentielle, qui permettrait au pouvoir tchadien de sauver la face. Au lendemain du Sommet du Louvre ?

Le président de l'Assemblée nationale Laurent Fabius, réunit à Paris un "sommet" parallèle des délégations parlementaires africaines, en forme de colloque sur « La nouvelle politique africaine de la France ». Lui aussi mériterait nos applaudissements s'il parvenait à s'entremettre efficacement en faveur de son collègue persécuté - privé de son immunité pour un "délit d'opinion".

Réforme (suite)

Les moqueries ont-elles eu quelque effet ? Près d'un an après le lancement de la "grande réforme" de la coopération française, le ministre Charles Josselin espère parvenir à tenir en décembre la première réunion de son comité de pilotage, le CICID.

Parmi les idées-force du ministre, il y a le renforcement de la coopération non-gouvernementale. Signe de cette priorité : au budget 1999, le financement public des Organisations de solidarité internationale (OSI, ex-ONG) reste inchangé en francs constants, à 262 millions de FF. Il plafonne à 7 pour mille de l'aide publique au développement (*La Lettre de SUD*, 11/1998). Renforcer les OSI ? Non Bercy !

« Partisan » ?

Nous préférierions ne pas donner l'impression de régler des comptes, mais le journaliste de *Libération* qui a traité *Survie* de « *lobby partisan* » (13/10/1998, cf. *Billets* n° 64) a vraiment fait très fort en un mois.

Dans un article-choc *Sud-Soudan cimetière de l'humanitaire* (28/10/1998), il réussit à imputer entièrement la responsabilité de la famine en cette contrée aux rebelles sud-soudanais et à leurs alliés américains sans dire un mot de la guerre d'épouvante, fanatique, menée par le régime de Khartoum contre les populations du Sud. Sans mentionner non plus l'organisation de la famine dont ce régime s'est une fois de plus rendu coupable en bloquant tout ravitaillement aérien en février-mars 1998.

Certes, certains *warlords* sud-soudanais instrumentalisent aussi la famine. Mais est-ce que l'alliance renouvelée de la France avec la dictature militaro-islamiste du Soudan justifie qu'on occulte totalement les méfaits de cette dernière ?

Le 4 novembre, un rapport de l'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH) conclut à l'écrasante responsabilité du régime de Denis Sassou Nguesso (DSN) dans le retour du Congo-Brazza « *vers le chaos et la barbarie* »¹. L'article *Congo-Brazzaville : escalade de la violence* (16/11/1998) parvient à intégrer ce document dans un acte d'accusation, presque à sens unique², de l'opposition politique et militaire - qui représente une large majorité de l'électorat. Rappelons que l'actuel "président" est un dictateur chassé du pouvoir par une révolution démocratique, revenu par la guerre civile.

Certes, les adversaires de Sassou ne sont pas des anges. Certes, le nouvel accaparement du pouvoir par DSN, son clan et ses milices induit des violences réciproques. Mais l'appartenance de Sassou Nguesso au premier cercle franc-africain, son amitié avec Jacques Chirac et la sympathie de l'état-major parisien³ suffisent-elles à expliquer le parti pris de *Libération* ?

À propos de Blaise Compaoré, enfin. Celui qui assassina Thomas Sankara, avec le feu vert de Jacques Foccart, se fait confirmer sur son trône de président à vie du Burkina par une élection escamotée. Cela méritait-il de répéter l'habituel couplet de propagande des officines franc-africaines, fustigeant « *une opposition aussi divisée que dépourvue d'idées sur la conduite du pays* » (16/11/1998) ? Si seul le chef a des idées, on se demande bien pourquoi, la coopération française continue de financer des scrutins aussi inutiles que périlleux...

1. *La consécration de la terreur et de l'injustice.*

2. Les accusations de l'OCDH contre le régime DSN et ses milices sont mises au conditionnel. Contre les adversaires de DSN, l'artillerie accusatrice bombarde à l'indicatif présent.

3. Cf. Agir ici et *Survie*, *Sécurité au Sommet, insécurité à la base*, L'Harmattan, 1998, p. 81-102.

Lettre de Pointe-Noire

L'OCDH (cf. ci-dessus) nous écrit :

« [...] La région du Pool, fief de l'ancien 1^{er} Ministre Bernard Kolelas, connaît une rébellion des ex-ninjas, milice du Mouvement Congolais pour la Démocratie et le développement intégral (MCDDI).

À cette occasion, et dans le but de neutraliser ces jeunes gens qui ont repris les armes à cause des exécutions sommaires dont ils font l'objet de la part du pouvoir actuel, l'armée régulière, composée essentiellement de jeunes recrues ex-cobra et militaires angolais, se rend responsable de plusieurs violations des droits de l'homme dont les exécutions sommaires, les arrestations et détentions arbitraires et illégales, la torture, le harcèlement, le viol au sein des populations civiles.

Aujourd'hui, ces populations ne savent plus à qui faire recours car les autorités devant les protéger se comportent sur le terrain en bourreaux [...] ».

Le régime Sassou sait, lui, qu'il peut avoir recours à la coopération de la France, civile (officielle) et militaire (clandestine).

Édifiant

En fort peu de temps, François Pinault est "devenu" la deuxième fortune de France. Son intimité avec Jacques Chirac et un poste d'administrateur du Crédit Lyonnais sont totalement étrangers à cette bonne fortune. Elle est uniquement due à un labeur incessant, doublé d'une chance exceptionnelle : Pinault continue de toucher du bois (il débuta dans le négoce de ce matériau).

Tout ce qu'il touche, d'ailleurs, se transforme en or. Ainsi les comptoirs néocoloniaux CFAO et Scoa. Le Crédit Lyonnais a acheté en 1990 le siège parisien de la CFAO ; il espère fin 1998 retirer 350 millions de FF d'une opération qui lui aura coûté près de 2 milliards. Ce double milliard, c'est aussi le chiffre d'affaires que réalise la Scoa en Afrique ; elle a été achetée au franc symbolique par la CFAO.

Celle-ci détient aussi la moitié de la brasserie qui dessert le Congo-Brazza, abreuve ses miliciens et arrose le paysage.

Deux journalistes, Caroline Monnot et Pierre-Angel Gay, ont trouvé judicieux de raconter aux Français cette *success story* édifiante. Calmann-Lévy a rompu leur contrat, et les autres éditeurs se défilent. Car François Pinault possède aussi l'hebdomadaire *Le Point*, et surtout les librairies FNAC (*Le Canard enchaîné*, 29/07/1998).

Amour-propre

L'interprétation vivante de la Constitution de la France est aujourd'hui placée sous l'autorité de Roland Dumas. À s'en tenir aux faits incontestés, ce personnage s'est, pour le moins, trouvé au carrefour d'un système de corruption généralisée¹. Il mit aussi ses talents d'avocat au service du pillage de l'Afrique (via ses clients Bongo et consorts). Qu'une majorité de la classe politique et de l'opinion publique tolèrent cette situation² montre que les Français ont un respect limité de la charte de leur "vivre ensemble" et de la dignité de leur collectivité nationale.

On risque d'en avoir une confirmation plus flagrante encore. Au programme de la révision constitutionnelle du printemps prochain ne figurait pas, mi-novembre, la modification indispensable à la ratification du traité instituant la Cour pénale internationale. Si ce "lapsus" persistait, la ratification serait renvoyée aux calendes grecques. Et il apparaîtrait que le soi-disant "pays des droits de l'homme" ne considère toujours pas comme une valeur constitutive la sanction des crimes de génocide et contre l'humanité.

1. Alfred Sirven, pivot de l'affaire Elf, avait deux interlocuteurs privilégiés : Roland Dumas et Charles Pasqua. Selon *Le Canard enchaîné* du 18/11/1998, il pilotait 300 comptes en Suisse, sur lesquels auraient transité quelque 4 milliards de FF. Le banquier Jean-Pierre François, ami de François Mitterrand, a estimé sur Europe 1 (04/11/1998) qu'il ne serait pas anormal que Sirven « ait disparu complètement, y compris du monde des vivants ».

Les comptes d'Omar Bongo sont l'autre versant du trésor de corruption créé par Elf. Le juge suisse Perraudin enquête sur l'un d'entre eux. Selon un avocat, le juge « est persuadé que le chef de l'État gabonais n'était pas le principal bénéficiaire de certains de ces fonds, et que ce compte a été utilisé par ses amis français pour blanchir beaucoup d'argent ». (*Le Canard enchaîné*, 18/11/1998).

2. Quelques députés, comme le socialiste Arnaud Montebourg, commencent à entrer en résistance contre ce consensus mou.

Bons points

* L'annulation rapide des créances publiques françaises sur les pays d'Amérique centrale victimes de l'ouragan *Mitch* est une décision d'honneur et de raison.

* La Banque mondiale réinvente heureusement l'eau chaude. Avec des pincettes. Au terme d'une étude de près de trois ans, elle a hésité à publier un rapport "révolutionnaire", *Assessing Aid* (« Évaluer l'aide »). Il démontre ceci : l'aide publique au développement contribue à faire reculer la pauvreté dans les pays bien gouvernés ; elle est inutile, voire nocive, dans les autres (*Libération*, 11/11/1998). Les lecteurs de *Billets* l'avaient deviné.

Si tel devient aussi le discours de l'institution qui concocte le discours économique dominant, qui va vouloir encore aider les pauvres Bongo, Eyadema, et autres Sassou ?

Carnet

* Le président comorien Mohamed Taki est décédé le 6 novembre. Paix à son âme ! Et paix aux Comores, qu'il approcha un peu plus de l'effondrement, avec la persévérante complicité de l'ami Denard.

* *Survie* a été agréée comme membre fondateur d'ATTAC, l'association qui mi-lite pour l'institution d'une "taxe Tobin" sur les mouvements de capitaux. Pour ATTAC, une telle taxe permettrait de freiner la constitution de "bulles spéculatives", aux conséquences ravageuses, de lutter contre la criminalité financière, et de lever des fonds contre l'intolérable pauvreté qui étirent plus d'un milliard d'êtres humains.

Survie a également été élue au Bureau de la Coalition française pour la Cour pénale internationale, qui regroupe 22 associations. La Coalition vient elle-même de se constituer en association, pour mieux poursuivre un combat qui, on l'a vu, est encore loin d'être gagné.

Le Sommet au Louvre, la base rue des Innocents

Agir ici et *Survie* proposent aux nombreux journalistes qui "couvrent" le Sommet franco-africain, et dont certains sont las du matraquage à la langue de bois, des rencontres rafraîchissantes avec des représentants de la société civile ou des oppositions africaines. En provenance du Cameroun (le journaliste Pius Njawa), des Comores, du Congo-Brazzaville, du Congo-Kinshasa, de Mauritanie, du Tchad, du Togo, etc.

De 14 h à 21 h, Résidence Orion Les Halles, 4 rue des Innocents (sur invitation).

Courrier

Notre « Fausse note » sur la béatification du cardinal croate Stepinac nous a valu plusieurs lettres de protestation. Elles font valoir, pour l'essentiel, que le cardinal, après avoir cautionné par certains de ses propos et attitudes le régime oustachi pro-nazi, a pris publiquement des positions contraires. Jacques Monnot nous rappelle que le 24 octobre 1942, le cardinal déclara en chaire : « *Tous les hommes de toutes les races sont les enfants de Dieu ; tous sans distinction, qu'ils soient tziganes, noirs, européens, civilisés, juifs ou fiers aryens [...] On ne peut exterminer les tziganes et les juifs parce qu'on considère qu'ils sont une race inférieure* ».

C'est évidemment tout à l'honneur du prélat d'avoir changé d'attitude, puis d'avoir personnellement contribué à sauver des juifs. Cela concourt à son salut personnel, mais n'efface pas l'effet politique de son attitude initiale. Aussi peut-on estimer pour le moins inopportune la béatification de ce dignitaire, au moment même où sévit à Zagreb un régime qui se pose en héritier des Oustachis. Lequel régime n'a pas manqué, évidemment, d'utiliser l'événement pour sa propagande nationaliste.

(Achévé le 22/11/1998)

ILS ONT DIT

« Je le confirme, [Kabila viendra à Paris] à l'invitation de Jacques Chirac. Sans m'immiscer dans les affaires françaises, j'ai l'impression que le président de la République a quelque peu damé le pion à Lionel Jospin. Kabila n'est pas renversé, il a désormais le soutien de la plupart des pays africains, Jacques Chirac a compris que la situation changeait, mais apparemment pas la gauche. À elle de réagir, il n'est pas trop tard ! ». (**Abdoulaye YERODIA**, directeur de cabinet de Kabila. Interview à *L'Événement du Jeudi* du 29/10/1998).

[La gauche, heureusement, ne s'est pas précipitée pour soutenir un pouvoir désormais ouvertement allié au Hutu power. Ainsi, le 28 septembre, le gratin militaire des ex-Forces armées rwandaises - les colonels Serubuga, Rwabukumba et Kabiligi - a débarqué sur la base congolaise de Kamina (La Lettre du continent, 08/10/1998). Mais Jacques Chirac continue, avec les corps expéditionnaires tchadien et soudanais, le kriegspiel monarchique de ses prédécesseurs, « damant le pion » du Premier ministre. Ni la Constitution, ni le rapport de forces politique n'obligent ce dernier à se laisser faire].

« La campagne de presse mettant en accusation la France [à propos de son rôle au Rwanda] est en réalité une grossière manipulation organisée, via quelques idiots utiles, par des intérêts étrangers et peut-être, avec la complicité de quelques personnes qui veulent régler des comptes personnels. [...] Jacques Myard s'est engagé à analyser, avec la plus grande objectivité, les éléments versés au dossier. [...] Il poursuivra sa recherche dans ce sens, en souhaitant que l'hystérie médiatique cesse ». (**Jacques MYARD**, député RPR, membre de la mission d'information sur le Rwanda. In *La lettre de votre député Jacques Myard*, 10/1998).

[Le diplomate-député persiste et signe. Il pousse, jusqu'à la caricature, les préjugés obsessionnels d'une majorité des membres de la mission. « La plus grande objectivité » restera donc relative. Les « idiots utiles », les valets des « intérêts étrangers » et les journalistes hystériques risquent de ne pas s'en contenter. Le seul fait de ne pas avoir interrogé Paul Barril, omniprésent sur le terrain au printemps 1994, montre que certains éléments essentiels n'ont pas été « versés au dossier »].

« L'un des faits les plus remarquables de la terrible histoire de la faim, c'est qu'il n'y a jamais eu de famine grave dans aucun pays doté d'une forme démocratique de gouvernement et possédant une presse relativement libre ». (**Amartya SEN**, Prix Nobel d'économie. Cité par *Le Monde diplomatique*, 11/1998, d'après *El Pais* du 16/10/1998).

LIRE

Pius Njawe, *Bloc-notes du bagnard*, Mille et une nuits, 1998, 96 p.

Les lecteurs de *Billets* ont suivi les péripéties ubuesques de l'emprisonnement de Pius Njawe, l'un des journalistes les plus estimés du continent africain. Son journal, *Le Messenger*, avait osé parler d'un malaise du président Biya. Au gnouf ! Pour près de 10 mois. Pour mieux survivre dans le contexte infect de la prison New Bell, à Douala, Pius Njawe n'a cessé d'écrire. Il a envoyé régulièrement au *Messenger* les chroniques de l'univers carcéral - une société où se condensent les misères infligées au Cameroun par une pétrodictature françafricaine. Ce court bloc-notes, édité dans la collection *Petits livres* (à 10F), est un témoignage cher payé, lourd d'humanité.

Françoise Bouchet-Saulnier, *Dictionnaire pratique du droit humanitaire*, La Découverte, 1998, 420 p.

Le titre est aussi explicite que le contenu : un exposé précis, détaillé, « pratique », de toutes les armes qu'offre déjà le Droit à tous ceux qui, de par le monde, combattent les ravages recommencés de l'inhumanité. Y compris l'avancée juridique majeure du 17 juillet 1998 : le vote de 120 pays instituant une Cour pénale internationale. Cet instrument de travail est aussi une pharmacie contre le fatalisme : l'humanité a su et sait créer des digues contre le retour de l'horreur ; il suffit que nous soyons plus nombreux à les garder. Et peut-être un peu mieux organisés.

Les *Dossiers noirs* de la politique africaine de la France, n° 12

Sécurité au Sommet, insécurité à la base

Au sommaire (explicite) :

- Gabon et compagnie(s)
- Liaisons dangereuses au Tchad
- Djibouti l'inaboutie
- Les Comores à l'encan
- Et Elf créa Biya
- Main basse sur Brazzaville
- Eyadema notre amour
- L'assaut de la Guinée-Bissau
- Rechutes dans les Grands Lacs
- Le "cas" Barril
- Services secrets
- "Privés" et mercenaires
- Trafics d'armes par la bande
- Une présence contrainte
- L'état-major contre la Cour

Agir ici et Survie, L'Harmattan, 255 p. Disponible à *Survie* (60 F, port inclus. Prix de souscription).

SURVIE, 57 AVENUE DU MAINE, 75014-PARIS - TEL.: (0)1 43 27 03 25 ; FAX: (0)1 43 20 55 58 - IMPRIME PAR NOS SOINS - COMMISSION PARITAIRE N° 76019 DEPOT LEGAL : DECEMBRE 1998 - ISSN 1155-1666 - DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE - ABONNEMENT : 80 F (ETRANGER : 100 F)